



**Tarbes insoumise et populaire apporte son soutien
aux agents territoriaux de Tarbes
en lutte pour la défense du service public
et de leurs droits.**

Rassemblement jeudi 25 mars à 11 h 30 devant la mairie.

Pendant la crise sanitaire la politique antisociale du gouvernement n'est pas confinée à l'image de celle de responsables territoriaux.

La loi de transformation de la fonction publique votée en août 2019 c'est :

- **La destruction du statut des agent-e-s publics**
- **L'abrogation des régimes dérogatoires de congés,**
- **Le recours accru au précarité (contrat),**
- **L'attaque du droit de grève,**
- **L'accentuation de l'individualisation des rémunérations,**
- **La fusion des instances représentatives du personnel (moins de démocratie et de représentation pour la défense des conditions de travail et salariales des agent-e-s)...**

Le maire de Tarbes, toujours aussi soucieux de progrès social, veut imposer à marche forcée la régression programmée par cette loi de transformation de la fonction publique votée par LREM et la droite.

En s'abritant derrière la loi, le Maire cherche à imposer le dogme des 1607 heures et essentiellement à diminuer la masse salariale en supprimant des jours de congés et des postes correspondants.

Sur le plan national, la mesure des 1 607 heures représenterait selon la Cour des comptes une « économie » de 57 000 postes et de 800 millions d'euros (alors que l'Etat déverse chaque année 40 milliards d'euros de CICE sans aucun contrôle) . On n'est donc pas loin des 70 000 postes jugés superflus par Jupiter/Macron.

Et cela n'améliorera en RIEN la qualité du service à l'utilisateur BIEN AU CONTRAIRE.

Le Maire de Tarbes organise l'augmentation du temps de travail des agents titulaires et contractuels se soldant par :

Le VOL DE 9 à 12 jours de congés.

Qu'on oublie que le salaire moyen des fonctionnaires territoriaux (gelé depuis plus de dix ans) est inférieur de 400 € nets par mois par rapport aux salariés du secteur privé ; une différence qui s'élève à 550 € pour les agents de catégorie C, qui représentent 75 % des effectifs. Et aujourd'hui, le gouvernement et ses complices leur demandent de travailler plus pour gagner... pareil ?

Pourtant, des maires ont annoncé qu'ils n'appliqueront pas le passage aux 1607 heures, s'appuyant notamment sur le respect de la libre administration territoriale.

Ils ont raison !

Les agents de la ville de Tarbes se mobilisent et sont en grève pour refuser cette régression sans précédent.

Près de 600 agents ont d'ores et déjà signé la pétition interpellation du maire pour exiger le respect de leurs conquêtes sociales.

LE MAIRE DE TARBES DOIT LES ENTENDRE

Et se préoccuper avant tout des agents en souffrance dans sa collectivité faute de moyens et de perspective pour accomplir leurs missions.

L'urgence est à la réduction de la précarité et non à la destruction des droits et des conquêtes sociales des agents territoriaux.

**RASSEMBLEMENT à 11 h 30 DEVANT LA MAIRIE DE TARBES
Pour soutenir le combat des agents territoriaux !**